



Après la réussite de la mobilisation interprofessionnelle du 18 septembre, toutes les organisations syndicales ont posé un ultimatum. Elles ont été reçues par le Premier ministre, pour obtenir des réponses concrètes aux revendications exprimées par les travailleuses et les travailleurs.

L'intersyndicale déplore une occasion manquée. Après un long échange avec le Premier ministre sur les enjeux qui se posent pour le monde du travail, aucune réponse claire n'a été apportée à la colère des salarié.es, agent.es, demandeur.euse.s d'emploi, jeunes, retraité.es ...

Le Premier ministre a expliqué qu'il n'était pas en mesure de connaître la copie finale du budget 2026 qui sera adoptée par le Parlement, alors que l'intersyndicale attendait au moins des pistes sur une copie initiale. Ni rupture avec les mesures présentées en juillet, ni engagement sur ce que pourraient être des mesures de justice sociale et fiscale.

Le monde du travail a assez souffert et c'est pourquoi l'ensemble des organisations syndicales appellent à amplifier la mobilisation lors d'une nouvelle journée d'action et de grève interprofessionnelle le **jeudi 2 octobre** prochain pour exiger :

- **L'abandon de l'ensemble du projet de budget** et notamment le doublement des franchises médicales, l'année blanche (désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agent.e.s de la fonction publique et du budget des services publics), la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et la réforme de l'assurance chômage, ainsi que des projets attaquant le code du travail, et le 1er mai ;
- **La justice fiscale**, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;
- **La conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques** aux entreprises privées ;
- **Des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics** partout sur le territoire ;
- **Une protection sociale de haut niveau** et l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans ;
- **Des investissements dans une transition écologique juste** et la réindustrialisation de la France, et des mesures contre les licenciements.

LES SACRIFICES, ÇA SUFFIT !
TOU.TE.S EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS
10h30 - Jeudi 2 octobre 2025
PAU Place de Verdun - BAYONNE Place Ste Ursule